

Au nom de l'UNION LOCALE DE NANTES, nous vous remercions de votre présence.

Nous sommes réunis aujourd'hui, comme chaque année pour rendre hommage à nos 181 camarades tombés pendant la seconde guerre mondiale sous le joug de la barbarie nazie. Camarades dont les noms figurent sur ces plaques.

Dès 1942, les actes de résistance se multiplient en Loire Atlantique. Malgré une première vague d'arrestation à l'été 42, le réseau se reconstitue et les actions reprennent en novembre.

Avec la collaboration de Vichy, l'occupant nazi traque et réprime sans cesse les résistants, les francs-tireurs et les partisans nantais. L'objectif est de terroriser la population tout en discréditant les femmes et les hommes qui ont fait le choix de la guérilla et de la lutte armée. La répression envers les francs-tireurs et les partisans nantais s'intensifie jour après jour.

La référence nazie en matière de représailles reste la sinistre prise des 50 otages de 1941. Cette année-là, suite à l'exécution un officier allemand, le Feldkommandant Hotz, à Nantes par un commando de la Résistance, les nazis donnent l'ordre de fusiller 50 otages : ce sont 48 résistants dont de nombreux militants syndicaux qui perdront la vie.

C'est dans ce contexte de répression extrême que le 15 janvier 1943, le tribunal militaire de la feldkommandantur inculpe 45 hommes et femmes pour assassinat, complicité d'assassinat, activité communiste, intelligence avec ennemi de l'Allemagne...

Le 28 janvier, 37 de ces résistants sont condamnés à mort : ils seront fusillés de janvier à mai 1943.

Un nouveau réseau sera créé et son démantèlement aboutira au "procès des 16" en août 43.

Durant ces années de guerre et d'occupation, avec 331 fusillés et près de 900 déportés politiques, la Loire Atlantique a payé un lourd tribut. Grand nombre d'entre eux étaient des militants de la Cgt. Pour beaucoup, l'issue sera la torture, la déportation, la mort.

Ces deux plaques, initialement posées en 1948 sur les murs de la bourse du travail, ont trouvé leur place, depuis 2010, sur les murs de l'actuelle Maison des Syndicats.

On peut lire sur ces plaques : "l'union Locale des syndicats confédérés de Nantes en hommage à ses martyrs victimes de la barbarie nazie".

181 noms y sont gravés. Mais attention, il ne s'agit pas que de noms. Ils étaient des gens ordinaires, des femmes, des hommes souvent très jeunes. Ils ne doivent pas être oubliés.

Certains d'entre eux, étaient des proches ou des aïeux.

Tous avaient choisis de se lever et de résister.

Ils étaient bien placés, en tant que syndicalistes, pour créer des réseaux de renseignement ou de sabotage dans les nombreuses usines qui travaillaient pour l'armement allemand. Leurs réseaux relationnels servaient à drainer un certain nombre de militants vers les mouvements de résistance. La prison, la torture par la gestapo, l'exécution par fusillade ou par décapitation ou la déportation sans retour dans les camps de concentration nazis fut le terme de leur action de résistant.

Mais leur lutte et leur sacrifice n'ont pas été vains.

L'héritage de leur Résistance marquera durablement la vie politique française A la libération une nouvelle classe politique issue de la résistance, appuyée par une Cgt forte de 5 millions de syndiqués,

face à un patronat miné par son comportement lamentable pendant l'occupation, pourra mettre en œuvre le programme du conseil national de la résistance.

Deux ministres communistes et cégétistes y contribueront particulièrement. Le premier, ancien secrétaire de la fédération des travailleurs de la métallurgie, Ambroise Croizat mettra la sécurité sociale en place en à peine 2 ans, imposera les comités d'entreprise, les délégués du personnel et les conventions collectives.

Le second Marcel Paul, dirigeant de la fédération Cgt de l'éclairage permettra la nationalisation du gaz et de l'électricité en créant EDF et GDF.

La mise en place d'un système de protection solidaire de santé et de retraite ainsi que la maîtrise du coût de l'énergie en en faisant un bien commun, aidera la France à se relever des ravages de la guerre. Les grands principes du CNR aideront également à l'émancipation des Français. N'oublions jamais que le but premier du programme du CNR les jours heureux, était de faire que chacun, jeune, vieux, malade ou bien pourtant puissent vivre dignement afin de ne jamais céder aux sirènes du fascisme.

S'attaquer aux réalisations issues du CNR c'est détruire des digues de protection et prendre le risque d'assister impuissant au retour des idées nauséabondes qui ont mis le monde à feu et à sang il y a 80 ans.

Et pourtant, dès l'après-guerre, par idéologie et/ou par appât du gain, la volonté de détruire les constructions des travailleurs n'a jamais cessé. Le système capitaliste tentant par tous les moyens de s'accaparer le bien de tous pour satisfaire quelques intérêts privés.

Depuis des décennies, l'idéologie dominante a pour objectif de déréglementer le monde du travail en supprimant les protections obtenues pour les travailleurs, en cassant les services publics et la Sécu, en privatisant Edf Gdf et la Sncf sous couvert de restructuration. Comme si ce qui avait été construit par et pour les travailleurs devait être démantelé et cédé aux intérêts du grand capital.

De plus, depuis 20 ans le front national/RN s'est invité 3 fois au second tour de l'élection présidentielle. La banalisation des idées d'extrêmes droites par les partis au pouvoir et tout particulièrement depuis le règne Macron a permis cette montée en puissance de l'extrême droite. Aujourd'hui, 88 députés RN occupent les bancs de l'Assemblée !! A peine 80 ans... pour qu'un parti fasciste prenne une place conséquente dans notre démocratie. N'avons-nous rien appris, rien retenu ? pourtant nous savons que les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets.

Les mêmes causes, parlons-en.

Une hausse globale des prix touche les produits de première nécessité : l'alimentation, l'énergie, les carburants, les transports... De leur côté, les profits n'ont jamais été aussi importants pour les entreprises du CAC 40, preuve que l'inflation est un puissant révélateur du conflit entre le capital et le travail.

Les prix augmentent, les marges des entreprises explosent mais les salaires ne suivent pas et la perte du pouvoir d'achat s'accroît. La perte du pouvoir de vivre des travailleurs et travailleuses est un des ingrédients favoris des partis d'extrême droite, monter les gens les uns contre les autres, trouver des coupables et les stigmatiser...

La majorité présidentielle, les Républicains et le Rn sont main dans la main pour détruire, détricoter méticuleusement les conquises d'après-guerre. Réforme après réforme c'est l'ensemble de notre

système social qui meurt, le CRN devient uniquement un document d'archives, un moment de l'histoire ou quelque uns/unes se souviendront des jours heureux.

Les Jours Heureux Une réalité qui a permis à des millions de femmes de s'émanciper de la joug de leur père et/ou mari,

157 milliards d'aides aux entreprise, 80 milliards pour les actionnaires

Le seul but, non avoué, du projet de réforme des retraites, pour le moment suspendu, est de casser le système de répartition. Ainsi les milliards que représentent les retraites seront servis sur un plateau au grandes banques, compagnies d'assurance et fonds spéculatifs.

Cette idéologie, malheureusement dominante, pousse à l'individualisation, à la précarisation et à l'ubérisation de la société.

Des institutions internationales, échappant au contrôle démocratique, comme l'Omc, le Fmi ou les institutions européennes, sont utilisées pour imposer cette vision aux peuples.

Pour marteler cette idéologie, et faire accepter des reformes régressives, les grands médias jouent un rôle capital. La soi-disant loi du marché a permis qu'aujourd'hui tous les grands médias soient dans les mains d'une poignée de milliardaires. Il est ainsi facile de refaçonner une pensée, d'ancrer un fatalisme dans les esprits et de faire ainsi croire qu'un seul modèle est possible.

Chaque année, les dividendes versés par les entreprises françaises qui figurent au CAC 40 atteignent des records et même en période de pandémie : LA CRISE N'EST PAS LÀ POUR TOUT LE MONDE .

- 269 % D'AUGMENTATION DE DIVIDENDES VERSÉS AUX ACTIONNAIRES EN VINGT ANS.
- AU 1ER TRIMESTRE 2021, LES ENTRE-PRISES DU CAC 40 RÉALISENT 57 MILLIARDS DE PROFITS MALGRÉ LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SANITAIRE.
- TAUX DE MARGE DES ENTREPRISES : PLUS DE 35 % EN 2021, UN RECORD INÉGALÉ DEPUIS QUE L'INSEE MESURE CE RATIO, SOIT... 1949 !

Cet argent est celui des travailleurs des petites, moyennes et grandes entreprises. Les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire sont supportées par les salarié-e-s, les retraité-e_s et les privé-e-s d'emploi. La flambée des prix des produits alimentaires, de l'énergie (pétrole, gaz, électricité) des matériaux de construction et bientôt des mutuelles santé plonge des familles entières dans la précarité.

MAIS Dans quel monde vivons-nous ???

Dans quel monde vivons-nous !!!

Un monde où la course effrénée du profit prend le pas sur les conditions de vie... un monde où les conditions de travail se dégradent, où le temps de travail augmente et est sacrifié sur l'autel du rendement, du profit, de l'exploitation !!

Depuis la révolution industrielle, les ouvriers, ouvrières, la CGT et les partis de gauche ont lutté pour réduire le temps de travail et avoir des conditions de travail dignes. Ces luttes sociales ont permis une meilleure répartition des richesses, répartition bien insuffisante aujourd'hui cependant, car n'oublions pas que seuls les travailleurs et travailleuses produisent toutes les richesses.

N'avons-nous pas l'impression que le temps des révolutions industrielles fait rêver nos gouvernants, le patronat ? C'était le temps de la misère ouvrière, de l'exploitation à outrance, d'un monde dominé par la classe bourgeoise qui a juste eu le privilège de posséder les moyens de production.

Les Communards et communardes, pendant 72 jours, ont mis en place une République sociale en 1871, République sociale qui a effrayé la classe dirigeante au point d'assassiner 20 000 communards-es pour maintenir leurs privilèges.

N'avons-nous pas l'impression que la logique de la réduction du temps de travail entamée depuis la fin du XIX^{ème} siècle, à l'exception d'une parenthèse au milieu du XX^{ème} siècle, est oubliée et même par de nombreux partis dit de gauche. Un oubli volontaire puisque cette logique n'est pas celle des capitalistes !

Petit rappel tout de même :

En France, les différents partis de gauche, portés par un puissant mouvement populaire, constituent une coalition, le Front populaire, qui remporte les élections législatives le 3 mai 1936. Dans un contexte de grèves et d'occupations d'usines, il s'attelle à plusieurs réformes économiques, politiques et sociales. Dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, les accords Matignon, confirmant les libertés syndicales, sont signés entre la Confédération générale du Travail (CGT) et le patronat. Le Front populaire instaure dans les jours qui suivent la semaine de 40 heures et les premiers congés payés.

Au lendemain de l'Anschluss (annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie), après la remilitarisation de la Rhénanie, Édouard Daladier est appelé à Matignon jusqu'en mars 1940 quelques mois avant la capitulation politique des parlementaires le 10 juillet 1940 au bénéfice d'un vieillard et d'une dictature. Les années Daladier et de son Ministre des finances Paul Reynaud sont celles d'une III^e République finissante et déshonorante.

En effet, par un Décret-Loi du 12 novembre 1938 (sans débat ni accord du Parlement) le libéral Paul Reynaud va faire passer en force une législation rétrograde qui met à mal dans le contexte de l'immédiat Avant-guerre, les conquêtes sociales du Front populaire. Il va enterrer la semaine de 40 h. Il faudra travailler plus dans les industries de l'Armement. Et pas question de contester. Paul Reynaud, en 1938, lança la célèbre formule : « *Il faut remettre la France au travail* ». Daladier justifiait également le décret de novembre : « *Tant que la situation internationale demeurera aussi délicate, il faut qu'on puisse travailler plus de quarante heures, et jusqu'à quarante-huit heures dans les entreprises qui intéressent la Défense nationale* ». Cette citation d'hier, à quelques mots près a été largement répétée en la contextualisant à la crise sanitaire. Soyons vigilants, les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets.

Et en un tour de passe-passe, voilà comment les patrons pouvaient ainsi désormais porter la durée hebdomadaire du travail dans la limite des cinquante heures. Et pour couronner le tout, la semaine de travail est fixée à cinq jours et demi. Le patronat tenait sa revanche sur le Front populaire et il ne manquera pas d'en profiter après sous Vichy.

En réponse à ce décret du 12 novembre 1938, la CGT appelle à l'action sous la forme de la grève générale, laquelle sera vite réprimée. De nombreux grévistes sont licenciés et inscrits sur des "listes rouges" patronales.

La CGT défendait hier nos conquêtes sociales et continue de le faire aujourd'hui.

Avec la loi sur la transformation de la fonction publique, Emmanuel Macron impose les 1607h aux agents.es. des collectivités territoriales.

La CGT et quelques maires, heureusement, se sont fermement opposés à cette précarisation du travail. Précarisation qui sonne comme un retour en arrière, vision du travail dans une logique libérale et non sociale. Pour le moment les 1607h restent imposées !!

Voilà le monde d'aujourd'hui !

De plus, le monde d'aujourd'hui c'est aussi, sous couvert de crise sanitaire, un Etat de plus en plus liberticide.

L'épidémie de covid 19 et toutes les mesures l'accompagnant muselle toute opposition. La prolongation de l'état d'urgence sanitaire, les confinements, les couvre-feux, les restrictions de déplacement sont autant de freins à l'activité militante. Nous honorons aujourd'hui des camarades qui ont donné leur vie pour la liberté alors que nous, on nous demande de renoncer à nos libertés pour sauver nos vies. Pour sauver nos vies, il faut sauver l'hôpital public, les services publics, lutter et mettre à terre le système capitaliste qui lui est mortifère. Mortifère car il détruit la solidarité, le collectif, engraisse les riches en paupérisant le reste de la population et surtout dans son dogme de croissance infinie détruit l'environnement. Le capitaliste est l'unique responsable du réchauffement climatique.

Dans le même temps, sans contre-pouvoir, le gouvernement, à coup d'ordonnances, s'attaque frontalement au monde du travail. Profitant de l'isolement du fait du télétravail ou des impossibilités de se réunir, le pouvoir en place en profite pour détricoter les droits des travailleurs.

Comme dans les années 30, période de la montée du fascisme en Europe, le monde étouffe de la spéculation, d'une insuffisance de la rémunération du travail et de l'insécurité de l'emploi. Le monde d'aujourd'hui est à nouveau rongé par le fanatisme et l'extrémisme. La progression se fait sur tous les continents.

La perte de mémoire collective en est une des causes. Nos dirigeants en sont les responsables : en s'alliant avec ceux qui, aujourd'hui comme durant les périodes sombres de notre histoire, mettent en avant l'intérêt du capital au détriment de l'humain et de la république.

Il est également inquiétant de constater que partout dans le monde, les budgets militaires sont en hausse et les courses à l'armement relancées.

Rendre hommage aux victimes de tous ces assassinats est donc une nécessité absolue.

Il ne faut pas se contenter d'enseigner les crimes ! Il faut dire qui était ceux qui ont résisté, comment ils l'ont fait et surtout pourquoi ils l'ont fait. Ce n'est qu'ainsi que nous transmettrons le devoir de résistance aux jeunes générations.

Pour que toutes oppressions et toutes discriminations soient toujours brisées par une résistance.

Malgré les répressions de plus en plus violentes, une discrimination syndicale de plus en plus accentuée et une criminalisation de l'action syndicale, nous devons continuer, nous syndicalistes et

militants à lutter pour l'émancipation des travailleurs. Le meilleur hommage que l'on puisse rendre à nos camarades qui sont tombés pour nous libérer du joug nazi c'est de s'opposer à cette politique néolibérale. Si cette idéologie du tout profit, n'est pas le nazisme ou le fascisme, en se développant sur la misère et les inégalités elle favorise la montée des extrémismes.

Le recul démocratique d'un président qui s'est choisi l'extrême droite comme principale interlocuteur à des fins électoralistes et qui gouverne le pays seul avec un conseil de défense à sa botte et une opposition qui peine à exister et à se faire entendre avec un parlement devenu une chambre d'enregistrement n'est pas rassurant voire inquiétant en cette année d'élections.

Dans cette période, il appartient aux travailleurs d'imposer leurs préoccupations, de se regrouper pour faire force et de résister à l'oppression capitaliste pour une république sociale et pour l'urgence environnementale.

Soyons les dignes héritiers des camarades dont les noms honorent cette maison des syndicats.